

Mohammed MERROUNI¹



LA GÉO-ÉNERGIE DE LA PAIX : SÉCURITÉ COLLECTIVE, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET SAUVEGARDE DES DROITS FONDAMENTAUX FACE À LA FRAGMENTATION DE L'ORDRE MONDIAL

Résumé : Cet article analyse l'imbrication croissante entre la sécurité énergétique et la protection des droits de l'homme dans un contexte de fragmentation de l'ordre international. En 2026, la dépendance aux combustibles fossiles ne constitue plus seulement un risque climatique, mais un vecteur de déstabilisation de la paix mondiale, comme l'illustre la crise actuelle au Moyen-Orient. Parallèlement, la « transition verte » engendre de nouveaux dilemmes : la ruée vers les minerais critiques exacerbe les violations des droits fondamentaux dans les zones d'extraction. L'auteur plaide pour une approche de la transition fondée sur les droits, où la souveraineté énergétique ne se construit pas au détriment de la justice sociale et de l'état de droit.

Mots-clés : Géo-énergie, Sécurité internationale, Droits de l'homme, Transition énergétique, Minerais critiques, Souveraineté, Moyen-Orient, Multilatéralisme.

THE GEO-ENERGY OF PEACE: COLLECTIVE SECURITY, ENERGY TRANSITION AND THE SAFEGUARDING OF FUNDAMENTAL RIGHTS IN THE FACE OF THE FRAGMENTATION OF THE WORLD ORDER

Abstract: *The article analyzes the increasing overlap between energy security and the protection of human rights within the context of a fragmenting international order. In 2026, fossil fuel dependency*

1. Juriste marocain spécialisé en droit de l'énergie, en régulation économique et en analyse des politiques publiques, étudiant en master à la Faculté de Droit de Bordeaux et en diplôme universitaire à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il développe une expertise à l'interface du droit, de l'économie et des politiques climatiques.

is no longer just a climate risk but a catalyst for global peace destabilization, as exemplified by the current Middle East crisis. Simultaneously, the “green transition” creates new dilemmas: the rush for critical minerals exacerbates fundamental rights violations in mining zones. The author advocates for a rights-based approach to energy transition, where energy sovereignty is not achieved at the expense of social justice and the rule of law.

Key words: *Geo-energy, International Security, Human Rights, Energy Transition, Critical Minerals, Sovereignty, Middle East, Multilateralism.*

Introduction : l'énergie, pivot de l'architecture de la paix

Dans le tumulte géopolitique de 2026, la relation entre l'énergie, la paix et les droits de l'homme a cessé d'être une simple thématique de développement pour devenir un impératif de sécurité nationale et internationale². Longtemps, l'ordre mondial a reposé sur un marché énergétique ouvert et intégré ; cet ordre se fragmente aujourd'hui en coalitions régionales concurrentes³ où l'énergie est redevenue un domaine géostratégique où la dépendance est synonyme de vulnérabilité.

La crise énergétique de 2026, accentuée par l'arrêt partiel du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz⁴ et les tensions au Moyen-Orient, a démontré que la paix mondiale est intrinsèquement liée à la stabilité des flux de ressources. Cependant, cette quête de sécurité énergétique entre souvent en collision avec la protection des droits humains. Que ce soit par l'instrumentalisation du pétrole comme arme de guerre ou par les abus commis dans la course aux métaux de la transition verte, l'humain est trop souvent le « dommage collatéral » des stratégies de puissance⁵.

2. International Energy Agency (IEA), *World Energy Outlook 2024*, Paris, IEA Publications, 2024, 398 p., lien : <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2024> (consulté le 13 mai 2026).

3. Montbrial Thierry (de), *L'ère des affrontements. Les grands tournants géopolitiques*, Paris, Dunod, 2025, 552 p.

4. Dunn Candace, Barden Justine, « The Strait of Hormuz is the world's most important oil transit chokepoint », *U.S. Energy Information Administration*, 21 novembre 2023, lien : <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=61002> (consulté le 13 mai 2026).

5. *Tour d'horizon humanitaire 2026 : la guerre gagne du terrain* (rapport), Genève, Comité International de la Croix-Rouge (CICR), 2025, lien : <https://www.icrc.org/fr/article/tour-horizon-humanitaire-2026> (consulté le 13 mai 2026).

Le piège fossile : dépendance, guerre et impunité

La déstabilisation de la sécurité mondiale par les hydrocarbures

L'année 2025-2026 marque un tournant où il devient évident que la dépendance aux combustibles fossiles déstabilise à la fois le climat et la sécurité globale⁶. Les réserves majeures étant concentrées dans des zones vulnérables aux conflits⁷, chaque escalade militaire se traduit par un choc énergétique qui frappe de plein fouet les économies les plus précaires, créant ainsi un cycle de pauvreté et d'instabilité propice aux violations des droits fondamentaux.

PERSPECTIVE GÉOPOLITIQUE	
Impact de la <i>Crise Énergétique</i> (2025-2026)	
FACTEURS DE TENSION	CONSEQUENCES SUR LES DROITS À LA PAIX
Fermeture du détroit d'Ormuz	Volatilité financière systémique et affaiblissement marqué de la croissance mondiale. • STABILITÉ ÉCONOMIQUE COMPROMISE
Destruction d'infrastructures énergétiques	Atteinte directe aux services de base et aux droits économiques fondamentaux des populations. • SÉCURITÉ DES INFRASTRUCTURES VITALE
Inflation énergétique galopante	Augmentation critique des risques de troubles sociaux et intensification des mesures de répression. • CONFLITS SOCIAUX EN MÈRE

6. Yergin Daniel, *The New Map: Energy, Climate, and the Clash of Nations*, New York, Penguin Press, 2020, 512 p.

7. *Statistical Review of World Energy 2024* (73^e éd.), Energy Institute, 2024, 76 p., lien : https://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/Statistical_Review_of_World_Energy_2024.pdf (consulté le 13 mai 2026).

En 2026, le baril de Brent dépassant les 110 dollars⁸ suite aux hostilités au Moyen-Orient illustre cette « prime de risque » durable qui pèse sur l'humanité. Pour les États, la souveraineté énergétique devient un objectif politique autonome⁹ qui l'emporte fréquemment sur les considérations de justice internationale.

L'instrumentalisation de l'énergie comme arme de coercition

Nous observons une montée de l'autoritarisme intrusif où le contrôle des ressources sert de levier pour réprimer la dissidence¹⁰. Dans plusieurs théâtres de conflit, la faim et l'accès à l'énergie sont utilisés comme armes de guerre¹¹ contre les populations civiles, au mépris flagrant du droit international humanitaire¹². L'établissement des responsabilités pour ces crimes reste défaillant, alimentant une contagion de l'impunité.

Le revers de la médaille verte : les droits humains face à la transition

Minerais critiques et zones de sacrifice

Si la transition vers les énergies renouvelables est essentielle pour limiter les risques climatiques, elle introduit de nouveaux défis sécuritaires. La demande croissante pour les minerais critiques (lithium, cobalt, terres rares¹³) provoque des conflits localisés et des violations graves des droits humains¹⁴ dans les régions minières.

8. IEA, *Oil Market Report*, IEA Publications, 2026, 67 p., lien : <https://www.iea.org/reports/oil-market-report-april-2026> (consulté le 13 mai 2026).

9. Goldthau Andreas, *The Politics of Energy Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, 270 p.

10. Bridge Gavin, Barr Stewart, Bouzarovski Stefan, Bradshaw Michael, Brown Ed, Bulkeley Harriet, Walker Gordon, *Energy and Society: A Critical Perspective*, Londres-New York, Routledge, 2018, xiv + 291 p.

11. *Energy and Human Rights Report*, United Nations Human Rights Council, 2023, lien : <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/a78155-extractive-sector-just-transition-and-human-rights> (consulté le 13 mai 2026).

12. Convention de Genève IV relative à la protection des civils en temps de guerre, 12 août 1949, lien : <https://ihl-databases.icrc.org/fr/ihl-treaties/gciv-1949> (consulté le 13 mai 2026).

13. IEA, *The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions*, IEA Publications, 2021, 287 p., lien : <https://www.iea.org/reports/the-role-of-critical-minerals-in-clean-energy-transitions> (consulté le 13 mai 2026).

14. Amnesty International, *This is What We Die For: Human Rights Abuses in the Democratic Republic of Congo Power the Global Trade in Cobalt*, AFR 62/3183/2016, Londres, Amnesty International

L'ordre mondial fragmente les chaînes d'approvisionnement, poussant les puissances à des stratégies de « *friend-shoring* »¹⁵ (approvisionnement entre alliés) qui ignorent souvent les standards éthiques au profit de la rapidité de sécurisation des ressources. Les experts de l'ONU¹⁶ soulignent que toute action concernant les minerais essentiels doit respecter les droits humains, sous peine de transformer la transition écologique en un nouveau moteur d'oppression.

Le cas du Maroc : corridor énergétique et stabilité régionale

À l'inverse, certains modèles émergent. Le Maroc, par exemple, consolide son rôle de corridor¹⁷ clé pour les interconnexions énergétiques et de plateforme de transformation des minerais. En 2026, l'évaluation de sa politique par l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) montre une volonté de concilier impératifs de développement, stabilité des marchés et résilience stratégique. Ce rôle de « partenaire de confiance »¹⁸ est une piste pour une géo-énergie contribuant à la stabilité régionale plutôt qu'à la confrontation.

Vers un nouveau paradigme : le droit à l'énergie comme droit fondamental

L'émergence d'une transition fondée sur les droits

La réflexion doctrinaire de 2026 s'oriente vers la reconnaissance du droit à un environnement sain¹⁹ et à l'accès à une énergie propre comme piliers de la dignité humaine. Les Nations Unies insistent sur le fait que les énergies propres sont la voie la plus sûre pour la paix, car elles permettent de décentraliser la production et de réduire les tensions liées aux goulots d'étranglement géopolitiques.

Publications, 2016, 92 p., lien : <https://www.amnesty.org/en/documents/afr62/3183/2016/en/> (consulté le 13 mai 2026).

15. Farrell Henry, Newman Abraham L., « Weaponized Interdependence: how global economic networks shape state coercion », *International Security*, 2019, lien : <https://direct.mit.edu/isec/article/44/1/42/12237/Weaponized-Interdependence-How-Global-Economic> (consulté le 13 mai 2026).

16. UN Special Rapporteur on Human Rights and Environment, Report A/HRC/52/33, 2023, lien : <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc5233-women-girls-and-right-clean-healthy-and-sustainable-environment> (consulté le 13 mai 2026).

17. IEA, *Morocco 2024 Energy Policy Review*, Paris, IEA Publications, 2024.

18. European Commission, *EU-Morocco Green Partnership*, 2022.

19. *The human right to a clean, healthy and sustainable environment*, Résolution 76/300 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, 2022, 4 p., lien : <https://docs.un.org/fr/A/RES/76/300> (consulté le 13 mai 2026).

Le mandat du Rapporteur spécial sur le changement climatique et les droits de l'homme, prolongé en 2024, précise désormais les obligations des États pour une transition énergétique qui ne laisse personne de côté.

Vers une géo-énergie de la paix : impératifs stratégiques pour une transition énergétique juste et stabilisatrice des équilibres mondiaux

Piliers stratégiques	Objectifs visés & impact social
Transparence des chaînes de minerais	Réduction drastique des abus de pouvoir et des financements occultes dans les zones de conflit (intégrité de l'approvisionnement)
Décentralisation énergétique	Renforcement de l'autonomie des communautés et création d'une résilience locale face aux chocs globaux (souveraineté territoriale)
Soutien aux économies indépendantes	Accompagnement structurel pour éviter l'effondrement des États lors de la phase de décarbonation (équilibre macro-économique)
Cadres de redevabilité	Responsabilisation des acteurs privés et protection juridique renforcée des défenseurs de l'environnement (justice environnementale)

Conclusion : réconcilier la puissance et l'humanité

En conclusion, la paix durable en 2026 ne peut plus être pensée sans une gouvernance éthique de l'énergie. La fragmentation actuelle de l'ordre mondial, dictée par la peur et la rivalité industrielle, risque de sacrifier les droits de l'homme sur l'autel de la sécurité énergétique.

Pourtant, la transition vers les renouvelables offre une opportunité historique de briser les logiques de dépendance qui nourrissent les conflits depuis un siècle. Pour réussir, le multilatéralisme doit être réinventé : il ne doit plus seulement réguler les marchés, mais garantir que la quête de souveraineté énergétique reste ancrée dans le respect universel de la dignité humaine. L'énergie doit redevenir un bien commun au service de la paix, et non le ressort d'un nouvel autoritarisme technologique. ■

Bibliographie :

- Amnesty International, *This is What We Die For: Human Rights Abuses in the Democratic Republic of Congo Power the Global Trade in Cobalt*, AFR 62/3183/2016, Londres, Amnesty International Publications, 2016, 92 p., lien : <https://www.amnesty.org/en/documents/afr62/3183/2016/en/> (consulté le 13 mai 2026).
- Boniface Pascal, *L'Année stratégique 2025. Un monde de plus en plus clivé ?*, Paris, IRIS/Armand Colin, 2025, 368 p.
- Bridge Gavin, Barr Stewart, Bouzarovski Stefan, Bradshaw Michael, Brown Ed, Bulkeley Harriet, Walker Gordon, *Energy and Society: A Critical Perspective*, Londres-New York, Routledge, 2018, xiv + 291 p.
- Commission européenne, *Memorandum of Understanding on the EU-Morocco Green Partnership*, Bruxelles, Commission européenne, 2022, lien : https://north-africa-middle-east-gulf.ec.europa.eu/commission-implementing-decision-17102022-eu-morocco-green-partnership_en?prefLang=fr (consulté le 13 mai 2026).
- Convention de Genève IV relative à la protection des civils en temps de guerre, 12 août 1949, lien : <https://ihl-databases.icrc.org/fr/ihl-treaties/gciv-1949> (consulté le 13 mai 2026).
- Dumont Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007, 498 p.
- Dunn Candace, Barden Justine, « The Strait of Hormuz is the world's most important oil transit chokepoint », *U.S. Energy Information Administration*, 21 novembre 2023, lien : <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=61002> (consulté le 13 mai 2026).
- *Energy and Human Rights Report*, Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 2023, lien : <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/a78155-extractive-sector-just-transition-and-human-rights> (consulté le 13 mai 2026).
- Farrell Henry, Newman Abraham L., « Weaponized Interdependence: how global economic networks shape state coercion », *International Security*, 2019, lien : <https://direct.mit.edu/isec/article/44/1/42/12237/Weaponized-Interdependence-How-Global-Economic> (consulté le 13 mai 2026).
- Goldthau Andreas, *The Politics of Energy Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, 270 p.
- International Energy Agency (IEA), *Morocco 2024 Energy Policy Review*, Paris, IEA Publications, 2024.
- International Energy Agency (IEA), *Oil Market Report*, IEA Publications, 2026, 67 p., lien : <https://www.iea.org/reports/oil-market-report-april-2026> (consulté le 13 mai 2026).
- International Energy Agency (IEA), *The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions*, IEA Publications, 2021, 287 p., lien : <https://www.iea.org/reports/the-role-of-critical-minerals-in-clean-energy-transitions> (consulté le 13 mai 2026).
- International Energy Agency (IEA), *World Energy Outlook 2024*, Paris, IEA Publications, 2024, 398 p., lien : <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2024> (consulté le 13 mai 2026).

- Montbrial Thierry (de), *L'ère des affrontements. Les grands tournants géopolitiques*, Paris, Dunod, 2025, 552 p.
- ONU, *Rapport mondial sur le développement durable et l'accès à l'énergie*, New York, Nations Unies, 2025, lien : https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2025/Jun/IRENA_POL_Tracking_SDG7_energy_progress_2025.pdf (consulté le 13 mai 2026).
- Scholten D. (ed.), *Handbook on the Geopolitics of the Energy Transition*, Cheltenham (UK)/ Northampton (MA, USA), Edward Elgar Publishing, 2023, 576 p.
- *Statistical Review of World Energy 2024* (73^e éd.), Energy Institute, 2024, 76 p., lien : https://www.bpb.de/system/files/dokument_pdf/Statistical_Review_of_World_Energy_2024.pdf (consulté le 13 mai 2026).
- *The human right to a clean, healthy and sustainable environment*, Résolution 76/300 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, 2022, 4 p., lien : <https://docs.un.org/fr/A/RES/76/300> (consulté le 13 mai 2026).
- *Tour d'horizon humanitaire 2026 : la guerre gagne du terrain* (rapport), Genève, Comité International de la Croix-Rouge (CICR), 2025, lien : <https://www.icrc.org/fr/article/tour-horizon-humanitaire-2026> (consulté le 13 mai 2026).
- UN Special Rapporteur on Human Rights and Environment, Report A/HRC/52/33, 2023, lien : <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc5233-women-girls-and-right-clean-healthy-and-sustainable-environment> (consulté le 13 mai 2026).
- Yergin Daniel, *The New Map: Energy, Climate, and the Clash of Nations*, New York, Penguin Press, 2020, 512 p.